

les œuvres d'Alexander Hamilton. Comme il est difficile de se procurer cette collection, j'en donne ici de copieux extraits, pour qu'on puisse comparer les deux versions. (Je les dois à la bienveillance de M. Worthington C. Ford.) Les documents qui suivent ont été présentés sur le sujet par M. Alexander Hamilton, à cette époque secrétaire de la Trésorerie, au président, le général Washington.

MÉMOIRE de la substance d'un entretien entre le major Beckwith, prétendant agir sous la direction de lord Dorchester, et le soussigné, jeudi, le huit décembre 1790.

Le major Beckwith commence par dire que lord Dorchester l'a chargé d'exprimer sa reconnaissance pour la politesse qu'on lui a témoignée à l'occasion du désir qu'il a exprimé de passer par New-York en s'en allant en Angleterre, ajoutant que la possibilité d'une guerre entre la Grande-Bretagne et l'Espagne, empêchera ou retardera l'exécution de son dessein. Il passe ensuite à observer que lord Dorchester a été informé qu'il a été commencé des négociations de l'autre côté de la mer, par l'entremise de M. Morris, mentionnant par manière de preuve, comme il paraît au soussigné, des renseignements de lord Dorchester, que M. Morris n'a pas produit de lettre de créance mais simplement une lettre du président adressée à lui-même; qu'il est survenu quelques délais en partie à cause d'un voyage de M. Morris en Hollande, comme on le croit; et qu'il n'est pas improbable que ces délais et certaines autres circonstances peuvent avoir laissé dans l'esprit de M. Morris une impression de négligence de la part du ministre britannique; que Sa Seigneurie l'a néanmoins chargé de dire que pareille idée ne serait pas, selon lui, bien fondée, vu qu'il a raison de croire que le cabinet de la Grande-Bretagne penche non pas seulement vers une politique de relations amicales, mais plutôt vers une alliance avec les Etats-Unis. Le major Beckwith touche ensuite à la cause particulière de la rupture à laquelle on s'attend entre l'Espagne et la Grande-Bretagne, et observe qu'il s'agit d'une question dans laquelle on doit supposer que toutes les nations commerciales seront favorables aux vues de la Grande-Bretagne; et l'on présume en conséquence que, dans le cas d'une guerre, les Etats-Unis verront leur intérêt à se ranger du côté de la Grande-Bretagne plutôt que de celui de l'Espagne.

Le major Beckwith termine en présentant une lettre signée "Dorchester," dans laquelle sont énoncées des idées similaires à celles qu'il a exprimées, mais dans des termes plus mesurés, et sans allusion à des instructions du cabinet britannique. Cette lettre, comme se la rappelle le soussigné, fait allusion à la non-exécution du traité de paix de notre part.

Le soussigné ayant fait remarquer que sa lettre ne paraît exprimer que les opinions de Sa Seigneurie, le major Beckwith répond que dans l'état où en sont les choses, quelles que puissent être les raisons pour cela, on doit présumer que Sa Seigneurie connaît trop bien les conséquences d'une pareille démarche pour la prendre sans connaître d'abord les intentions du cabinet.

Le major Beckwith mentionne ensuite que lord Dorchester a appris avec beaucoup de chagrin que les Sauvages ont commis des déprédations sur notre frontière de l'ouest; qu'il désire que l'on croie bien que rien de cela n'a reçu sa moindre approbation; qu'au contraire il a profité de toute occasion pour inculquer aux Sauvages des dispositions pacifiques à notre égard, et qu'aussitôt qu'il a eu la nouvelle des outrages récemment commis, il a envoyé un messenger pour s'efforcer d'y mettre fin; que Sa Seigneurie a appris que les Sauvages dont il s'agit sont une bande composée principalement ou en grande partie de Cris ou de Cheroquis, sur lesquels il n'a pas d'influence, donnant en même temps à entendre que ces tribus sont supposées en relations avec les Espagnols.

Il dit ensuite que Sa Seigneurie a été informée qu'un certain capitaine Hait, dans notre service, et un M. Nimble, et, à la vérité, certaines personnes concernées dans le traité à Fort-Harman, ont fait des menaces au sujet des postes sur la frontière, et ont d'autre façon tenu des propos fort intempérés; mais que Sa Seigneurie regarde ces dires plutôt comme expressions de sentiments personnels que comme effet d'instructions reçues des autorités.

A. HAMILTON,